

La beauté de la mort communiste

Bernard Pudal

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2002/5 Vol. 52 , PAGES 545 À 559
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

DOI 10.3917/rfsp.525.0545

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-5-page-545?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA BEAUTÉ DE LA MORT COMMUNISTE

BERNARD PUDAL

« Il faut que je vous dise que, avant Roosevelt, j'étais tellement écœuré par la situation en Amérique, l'anti-sémitisme, le racisme envers les Noirs, la façon dont les républicains méprisaient les malheureux, et la rapidité avec laquelle la grande entreprise exploitait les gens jusqu'à la mort, qu'un jour, ici même, à Newark – et ça va faire un choc à mon fils, qui situe son père, démocrate de toujours, à la droite de Franco –, mais un jour..., vois-tu, Nathan, dit-il en me regardant à présent, ils avaient leur siège, tu sais où se trouve l'hôtel Robert Treat ? Au bout de la rue, à l'étage. Au 38, Park Lane. Là-haut, il y avait des bureaux, et l'un de ses bureaux était le siège du parti communiste... J'ai secoué la poignée de la porte ; ça a été mon contact le plus étroit avec le parti communiste. J'ai secoué la poignée de la porte en disant : "Laissez-moi entrer". Tu ne le savais pas, ça, mon fils ?

– Non répondis-je.

– Eh bien, maintenant tu le sais. Heureusement, j'ai trouvé porte close. »

Philip Roth, *J'ai épousé un communiste*,
Paris, Gallimard.

LA DOUBLE RÉALITÉ DU DÉCLIN

Depuis les dernières élections nationales, présidentielles et législatives, nombre d'analystes n'hésitent plus à diagnostiquer le « décès » du PCF. Il est vrai qu'avec 3,4 % des suffrages exprimés au premier tour des élections présidentielles de 2002, Robert Hue réalise le plus mauvais score qu'un candidat communiste aux présidentielles ait jamais obtenu, résultat d'autant plus dramatique qu'il n'ouvre pas droit au remboursement espéré des frais de la campagne électorale alors même que les finances communistes sont gravement déficitaires¹. Aux législatives qui suivent, il perd son siège de député dans la 5^e circonscription du Val-d'Oise tandis que le PCF parvient tout juste à sauver son groupe parlementaire. *L'incipit* du dernier livre de Marc Lazar prononce la sentence : « 2002 a sans doute marqué l'acte de décès du Parti communiste français (PCF), né en décembre 1920 au congrès de Tours. »² Ce certificat de décès vient conclure une longue période d'expertises portant sur le caractère inéluctable ou non du « déclin du Parti communiste français », activité prophétique quasi-obligée à laquelle la plupart des analystes avaient dû accepter de souscrire, avec plus ou moins de bonne

1. L'appel à souscription lancé fin juin 2002 fait état d'un manque à gagner pour la seule élection présidentielle de 6,82 millions d'euros (soit 43 millions de francs).

2. Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002.

volonté. Ainsi que l'attestent nombre d'indicateurs¹ accompagnés du développement des conflits internes et des symptômes multipliés des désarroi militants², le PCF connaît depuis des décennies une évolution critique propice à l'analyse des multiples processus socio-politiques qui sont au principe des transformations des partis politiques, voire, en l'espèce, de la dissociation de l'entreprise politique elle-même.

D'un point de vue analytique, la complexité d'un tel phénomène doit inciter à la plus extrême circonspection. Il est vraisemblable, en effet, que se réfractent dans la dissociation du PCF, selon des mécanismes *emboîtés* que nous connaissons mal, une brassée d'évolutions des champs et des marchés politiques (transformations des conditions du métier politique et du système politique – présidentialisation –, évolution du rôle des médias, effets de cycle des mobilisations collectives, etc.) mais aussi un ensemble d'évolutions sociales dont les effets sur le fonctionnement des entreprises politiques et sur les modes d'engagement militants, en particulier en milieu populaire, sont manifestes (mutation de l'appareil scolaire et généralisation du modèle secondaire-supérieur, inflation des titres scolaires et dévaluation des filières professionnelles, modifications de la division technique et sociale du travail, transformation des modes de reproduction des groupes sociaux, etc.), sans oublier évidemment tout ce qui tient à la spécificité de l'entreprise communiste elle-même, aux conditions socio-historiques de son succès relatif en France qui sont *aussi* les conditions de son déclin : en effet, le « stalinisme » comme culture de légitimation d'élites politiques dominées se caractérise par une sorte de fuite en avant bureaucratique, artificiellement masquée par de multiples formes de répression et d'*exit* dans les pays communistes ou par l'inertie de positions acquises, en France par exemple, qui put cacher, un temps, l'ampleur de la crise. Enfin, *last but not least*, le communisme français s'étirole aussi sous les coups des luttes acharnées visant son système d'action : répression syndicale, disqualification symbolique des ouvriers, disqualification systématique des élites communistes d'origine populaire, mépris des cultures populaires, délocalisation – avec les usines – des ouvriers eux-mêmes doublement atteints dans leur estime de soi et dans leur existence objective.

Pour des raisons analytiques, il me semble que l'on peut donc distinguer ce qui relève des mécanismes de dissociation propres au monde communiste ou d'évolutions diverses auxquelles l'institution communiste ne parvient pas à s'adapter, et ce qui relève des multiples formes directes ou indirectes d'anticommunisme(s). De ce point de vue, je fais mienne la critique qu'adresse Éric Hobsbawm à François Furet lorsqu'il lui reproche de ne jamais s'interroger sur l'anticommunisme alors que, selon lui,

1. Les résultats électoraux successifs, la régression continue des effectifs, le vieillissement des adhérents, le rétrécissement des implantations électorales, la crise financière, le licenciement de permanents, la vente d'une partie du patrimoine immobilier, la disparition de quotidiens régionaux et d'organes de presse divers – des *Lettres Françaises* à *La Nouvelle Critique*, par exemple – la survie à coups de plans sociaux et d'expédients de *L'Humanité*, etc.

2. Les recherches sur le désengagement communiste sont en cours. Cf., sous la direction de Nonna Mayer et Olivier Fillieule, un prochain ouvrage à paraître sur le désengagement où plusieurs contributions (Catherine Leclerc, Corinne Escaffit, Isabelle Sommier, Bernard Pudal) traitent du désengagement communiste. On peut se reporter aussi à la très fine étude d'Alexis Spire sur le cas particulier des juifs communistes (« Identités communistes juives en France après la seconde Guerre mondiale », mémoire de maîtrise de sociologie, Paris X-Nanterre, 1995, 2 vol.). On lira sur ce point aussi l'analyse qualitative de l'enquête de François Platone et Jean Ranger, « Les adhérents du Parti Communiste Français en 1997 », *Les Cahiers du CEVIPOF*, 27, juin 2000. On peut y déceler l'ensemble des bricolages idéologiques auxquels sont conduits des militants qui tentent de reformuler leurs valeurs et leurs hiérarchies en tenant compte de leurs désillusions, en particulier par rapport à l'URSS.

« dans les guerres de religion (séculière) du 20^e siècle, l'historien ne saurait davantage séparer le mythe du contre-mythe, l'illusion de la contre-illusion, qu'un seiziémiste ne saurait séparer la Réforme protestante des réactions catholiques »¹. Je souhaite, dans ce bref article *programmatique*², non pas décliner une fois encore les preuves du déclin du PCF, mesuré à l'aune d'indicateurs chiffrés mis en graphiques sous forme de courbes au caractère inéluctable, ni seulement illustrer la crise du système d'action communiste, même s'il est nécessaire d'en faire état, mais suggérer quelques pistes de recherche peu empruntées susceptibles de rendre compte de cette dissociation de l'entreprise communiste. Nous suivrons à cette fin deux voies complémentaires, la première se donne pour objet l'histoire « faite homme » qui structure en profondeur le corps militant, cantonnant les tentatives de rénovation à une recherche aveugle finalement vouée à l'échec, la seconde met en relief quelques-uns des processus sociaux de la disqualification du communisme. Séparés ici pour des raisons analytiques, ils sont en réalité imbriqués et au principe du désarroi communiste.

ÉCHECS STRATÉGIQUES ET CRISE DES VOCATIONS

DE L'AGGIORNAMENTO INACHEVÉ À L'ÉCHEC DE LA MUTATION COMMUNISTE :
1960-2000

L'histoire même de l'échec continu de toutes les stratégies et tactiques mises en œuvre depuis les années 1960 ainsi que le peu de résultat – au regard de ce qui était espéré – des *aggiornamenti* communistes (1961-1977 et 1994-2002) peut mettre sur la voie des facteurs fondamentaux qui sont au principe du déclin communiste. Les directions successives du PCF, depuis les années 1960, ont tenté de procéder à des rénovations susceptibles de résoudre la crise du Parti³ et d'assurer la pérennité de

1. Éric J. Hobsbawm, « Histoire et illusion », *Le Débat*, 89, mars-avril 1996, p. 137.

2. Mais reposant néanmoins sur nombre d'études éparses (mémoires de maîtrise, de DEA, thèses soutenues ou en cours), ainsi que sur des recherches personnelles publiées ou en cours de publication auxquelles on renverra chemin faisant.

3. Nous ne partageons donc pas les analyses qui, fixées sur l'indicateur électoral pris à sa valeur faciale et non à sa valeur relative, situent le début du déclin à partir de la rupture de l'Union de la Gauche. S'il est vrai que le PCF semble disposer d'un électorat conséquent avoisinant les 20 % des suffrages exprimés dans les années 1970, c'est dans une configuration à gauche très particulière puisque fondée sur la crise du Parti socialiste. Dès que ce dernier sera parvenu à se rénover, il deviendra le pôle d'attraction majoritaire d'une gauche dans laquelle le Parti communiste fait de plus en plus office de force d'appoint. C'est d'ailleurs ce constat qui conduira, pour une part, Georges Marchais et la direction du Parti communiste à s'engager dans une stratégie alternative à partir de l'été 1977, peu de temps après des élections partielles très décevantes pour le PCF. S'il faut dater, les années 1956-1958 constituent un point de départ plus convaincant. 1956 à cause du XX^e Congrès du PCUS et 1958 où le recul électoral du PCF, après les tribulations de la Guerre froide, résonne comme un coup de semonce (aux élections législatives des 23 et 30 novembre 1958, le PCF recueille un peu plus de 19 % des suffrages exprimés et 14,3 % des inscrits). Ces événements participent d'ailleurs à la crise de la direction du PCF qui prend la forme d'une « affaire », l'affaire Servin/Casanova (1961). Sur la « forme affaire » comme mode spécifique de gestion des conflits partisans au sein d'une institution partisane qui proscrit l'expression des désaccords, cf. Claude Pennetier, Bernard Pudal, « Deux générations de militants communistes français (1931-1951), en proie à des procès d'épuration interne », dans José Gotovitch, Anne Morelli (dir.), *Militantisme et militants*, Bruxelles, Éditions EVO, 2000, p. 115-136.

l'entreprise communiste dans l'espoir de réunir un jour les conditions d'un développement ultérieur. Du début des années 1960 à la rupture de l'Union de la gauche en 1977, le premier *aggiornamento*, « mouvement complexe où la révision théorique, la pratique des alliances électorales, le renouvellement du personnel dirigeant et le nouveau statut concédé aux intellectuels s'appellent les uns les autres »¹, s'est traduit par la refonte de très nombreux invariants rhétoriques de l'édifice doctrinal de l'époque stalinienne, peu à peu cristallisé en orthodoxie (évolutive bien sûr mais sur le mode de la dénégation), qui ont été progressivement abandonnés, amendés ou ont changé de statut², et par la recherche de règles nouvelles de fonctionnement interne.

Parler d'*aggiornamento*, c'est suggérer qu'une transformation affectant l'ensemble des pratiques et le corpus doctrinal de l'institution, déroule ses implications, exigeant du corps des clercs un intense travail de rationalisation susceptible de donner forme et sens à cette mutation. Souvent scandé par des moments cérémoniels où l'institution confirme sa fidélité à son « être passé » tout en essayant de redéfinir les règles du jeu, l'*aggiornamento* ne se visibilise que progressivement aux yeux même de ceux qui peuvent y participer le plus activement. S'effectuant dans la confusion, au coup par coup, il ne prend corps que peu à peu, imposant alors sa réalité de transformation durable et profonde, consacrant comme orthodoxes certains de ceux qui avaient été taxés d'hétérodoxie et faisant souvent basculer les orthodoxes d'hier dans la tentation hérétique³. Il faudra un jour se donner comme objet d'étude systématique ce processus d'*aggiornamento* doctrinal afin d'en dégager non seulement les mobiles, avoués ou non, les acteurs et les étapes⁴ mais aussi les modalités subjectives, ce qui suppose des outils méthodologiques pour « décoder » les conditions de l'évolution des formes de conscience « théorique ».

Un rapide bilan des évolutions doctrinales depuis l'époque stalinienne montre l'ampleur des changements. Le XX^e Congrès du PCUS (1956) ouvre la voie, mais il faut attendre la liquidation de « l'affaire » Servin-Casanova (janvier 1961) pour que se débloque réellement, sous la houlette de Thorez, le processus français. Dans une première phase, c'est la stratégie politique qui fait l'objet d'un ensemble de réorientations doctrinales. Mais, après l'abandon de la thèse du parti unique (XVI^e Congrès, 1961), la recherche d'une voie française au socialisme rompant explicitement avec le mimétisme d'Octobre 17⁵, l'accent mis sur le caractère pacifique du passage au socialisme⁶ (réitéré avec vigueur en 1964 au XVII^e Congrès du PCF), c'est le fonc-

1. Cf. Frédérique Matonti, *La Nouvelle Critique, 1967-1978*, Paris, La Découverte, à paraître en 2003.

2. Certaines *lois générales* devenaient ainsi des cas particuliers : *eg*, l'inéluctable recours à la violence inhérente au processus révolutionnaire qui se transforma en cas de figure général mais non inéluctable pour céder la place ensuite au passage pacifique au socialisme.

3. Cf. Bernard Pudal, *Prendre Parti*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 282.

4. Un aspect essentiel de l'analyse de ce processus et du rôle joué par les intellectuels communistes est, d'ores et déjà, étudié par Frédérique Matonti, *La Nouvelle Critique...*, *op. cit.*

5. À l'époque, ces innovations doctrinales font l'objet aussi d'un processus analogue à l'Est et dans le mouvement communiste international. Le XX^e Congrès du PCUS joue un rôle incitateur et prospecteur tandis que la conférence internationale des PC et ouvriers de 1960, que conclut une Déclaration des 81 partis, autorise la recherche d'alliances avec les partis socialistes non seulement pour la conquête du pouvoir mais aussi pour l'édification du socialisme.

6. Parmi d'autres textes officiels importants, sur cette première phase, cf. *Le manifeste du PCF pour une démocratie avancée, pour une France socialiste*, dit Manifeste de Champigny, adopté par le Comité central des 5-6 décembre 1968 qui fait le bilan des années 1960 et oriente la stratégie politique des années 1970 (Paris, Éditions sociales, 1969, avec une préface de Waldeck Rochet).

tionnement interne du PCF et, en particulier, les formes de la collaboration entre intellectuels « de » et « au » parti qui devient central. La redéfinition des rapports entre intellectuels communistes et cadres dirigeants d'origine populaire au sein du PC comme « intellectuel collectif », s'officialise en 1966 avec le Comité central d'Argenteuil. Elle se poursuit sur les scènes diverses de l'expression intellectuelle du Parti (dans la presse communiste avec des revues chargées de prospecter les avancées théoriques – *La Nouvelle Critique* puis, plus tard, *France Nouvelle*) ou dans l'ouverture de tribunes dans *L'Humanité* auxquelles collaborent des intellectuels communistes, ou bien dans les lieux institutionnels officiellement chargés de faire avancer la « réflexion théorique » (Institut Maurice Thorez, Institut de recherches marxistes, Centre d'études et de recherches marxistes, Semaines de la pensée marxiste) ou encore dans l'édition communiste. Ce sont ensuite les liens symboliques et historiques avec le monde soviétique que le PCF tente de reconfigurer au fur et à mesure qu'il est confronté aux révélations sur la terreur stalinienne désormais « incontrôlables »¹ qui sont faites : du film de Costa Gavras, *L'Aveu*, tiré du livre d'Arthur London, par exemple, à *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne qui symbolise le point de non-retour dans la perception de l'URSS. Parallèlement, les crises du monde communiste (Tchécoslovaquie, Pologne, Chine, etc.) constituent un obstacle de plus en plus rédhibitoire au « rayonnement » du PCF. D'où la mise en scène de la condamnation du stalinisme en 1975, la redéfinition dans les années 1960² puis l'abandon de la notion de « Dictature du prolétariat » au XXII^e Congrès du PCF, le refus en 1977 de subordonner la stratégie politique aux impératifs de « l'internationalisme prolétarien », l'aveu (1977) que la direction du PCF avait eu connaissance du rapport « secret » de Nikita Krouchtchev au XX^e Congrès du PCUS dès 1956, le soutien de Georges Marchais aux ouvrages de l'historien communiste Jean Elleinstein, ainsi que la publication d'un ouvrage collectif controversé au sein même du Parti sur cette question épineuse entre toutes qu'est le rapport à l'URSS, *L'URSS et nous*³, la tentation euro-communiste enfin. Au terme de ces évolutions, il ne restait plus grand-chose de la doctrine de l'époque thorézienne...⁴ à l'exception de trois éléments « fondamentaux » : le centralisme-démocratique, la référence au « marxisme-léninisme » et la marque « révolutionnaire ». Cet *aggiornamento* accompagnait une stratégie politique d'alliance, avec le PS principalement, qui bénéficie progressivement au PS de François Mitterrand, alors qu'au sein du PCF, on assiste parallèlement à une transformation du corps partisan au profit des classes moyennes

1. Durant la Guerre froide, le PCF a tenté de censurer symboliquement les révélations qui étaient faites sur le système soviétique, le goulag et la terreur (cf. notre étude « Symbolic Censorship and Control of Appropriations : The French Communist Party Facing "Heretical" Texts during the Cold War », *Libraries and Culture*, 36 (1), hiver 2001, p. 152-161, réédité dans Hermina G. B. Angheliescu, Martine Poulain (eds), *Books, Libraries, Reading and Publishing in the Cold War*, Washington, The Center of the Book, Library of Congress, 2002.

2. Waldeck Rochet affirme ainsi en 1966 que, « par suite des usages différents qui ont été faits du mot "dictature", celui-ci a pris dans le langage courant un sens tout à fait autre, voire opposé au sens scientifique que lui donnaient Marx et Engels » (Waldeck Rochet, *Le marxisme et les chemins de l'avenir*, Paris, Éditions sociales, 1966).

3. Alexandre Adler *et al.*, *L'URSS et nous*, Paris, Éditions sociales, 1977.

4. Ce processus n'est évidemment pas linéaire. L'abandon de la stratégie eurocommuniste en 1977-1978 signe l'arrêt du premier *aggiornamento*. Cf. l'étude minutieuse par John Gaffney du rapport de Georges Marchais au XXIII^e Congrès du PCF en 1979, congrès d'après rupture de l'union de la gauche (*The French Left and the Fifth Republic. The Discourses of Communism and Socialism in Contemporary France*, Londres, Macmillan, 1989, chap. 4).

intellectuelles et des intellectuels¹. Pris en tenaille entre une stratégie politique qui tarde à porter ses fruits (même s'il s'avère après coup qu'elle a ralenti voire masqué la crise électorale du PCF) et un *aggiornamento* dont le *terminus ad quem* peut conduire à la mise en cause du corps des clercs, la « direction » du PCF décide une double réorientation interne et externe à partir de l'été 1977. On connaît mal le processus de décision qui a conduit à cette réorientation, certains acteurs éminents affirmant eux-mêmes n'en avoir aucunement perçu les enchaînements². Quoi qu'il en soit, il se traduit par une hémorragie qui affecte principalement les intellectuels et les cadres intermédiaires appartenant aux classes moyennes intellectuelles. De la rencontre entre le bureau politique et 400 intellectuels communistes en 1978 à Vitry-sur-Seine à la mise au pas de la Fédération de Paris³, de la liquidation de *La Nouvelle Critique* et de *France Nouvelle* à la reprise en main des éditions du Parti, la direction du PCF, en la personne de Georges Marchais, tente à la fois de tirer bénéfice d'un renouvellement en réalité inabouti quant à ses logiques intrinsèques, tout en réactivant des schèmes d'action et d'interprétation (ouvriérisme, culture révolutionnaire, etc.), plus pour les usages qu'elle peut en faire dans les concurrences internes que par autocritique d'une politique d'alliance dont elle contesterait le « réformisme » foncier. C'est si vrai que, pour des raisons bureaucratiques de survie de l'institution, elle continue à pratiquer une politique d'alliances électorales toujours quelque peu fantasmagorique. L'ensemble des indicateurs de crise se met alors peu à peu au rouge jusqu'à l'effondrement des régimes communistes dans les pays de l'Est qui va ouvrir la voie à une ultime tentative de transformation de l'institution partisane que symbolisera Robert Hue (secrétaire national élu au XXVIII^e Congrès en 1994) associée à une stratégie de survie fondée, à partir de 1997, sur la gauche plurielle⁴. Le divorce avec le monde soviétique est solennellement proclamé et la rupture avec le passé stalinien revendiquée. La référence au marxisme, si elle n'est pas totalement abandonnée⁵, est désormais relativisée. On peut encore lire dans le préambule des nouveaux statuts adoptés lors du congrès d'octobre 2001 : « Les motivations de l'adhésion au parti communiste sont diverses, enracinées dans les valeurs, les apports et la créativité des combats révolutionnaires nourris par les découvertes théoriques, les anticipations de Marx pour se libérer du capitalisme, le

1. On se reportera sur cette évolution à la synthèse qu'en proposent Stéphane Courtois et Marc Lazar dans leur *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Thémis, 2000.

2. C'est, par exemple, la perception de Charles Fiterman.

3. De loin la Fédération la plus intellectuelle, non seulement dans sa composition mais aussi, et peut-être surtout, par les processus d'intellectualisation de cadres du Parti initialement promus sur d'autres bases. C'est évidemment le cas du Premier secrétaire, Henri Fitzbin (cf. Amélie Brun, « Ruptures et reconversions des dirigeants de la Fédération de Paris du PCF des années 1970/1980 », mémoire de maîtrise d'histoire, Paris I, 1999, 2 vol.).

4. Pour une sociographie en 1997, cf. l'étude de François Platone et Jean Ranger, cité. Elle présente l'intérêt de permettre la comparaison avec l'enquête précédente de 1979. Le vieillissement est frappant, on passe de 42 ans et 6 mois en 1979 à presque 49 ans en 1997, indice net d'un non-renouvellement des militants que confirme la poussée des inactifs. Le caractère ouvrier du Parti qui ne pouvait résulter que d'une politique volontariste s'est considérablement atténué (les ouvriers représentaient encore 46,5 % des effectifs en 1979 et ne sont plus que 31,3 %, en 1997), enfin les effectifs se sont effondrés. Tous les indicateurs sont convergents. Confrontée à une telle érosion, la direction du PCF s'arc-boute sur ses positions électorales.

5. Elle est une première fois abandonnée au XXVIII^e Congrès du PCF (1994), pour être réintroduite en 2001.

dépasser »¹. La « révolutionnarité », amendée, reste un invariant. Le centralisme-démocratique, par contre – et nous sommes là en réalité au cœur du dispositif –, cette règle essentielle du fonctionnement des partis communistes, s’il ne peut plus être officiellement défendu, est pour ainsi dire noyé dans une inflation démocratique qui permet de différer encore la constitution de tendances formalisées, reconnues, concurrentielles. Le XXX^e Congrès (Martigues, 2000) donne lieu ainsi à une préparation qui, cherchant à prendre au mot l’idée que tous les communistes doivent élaborer la ligne du Parti, consiste au fond en l’organisation d’une série de sondages internes censés exprimer les volontés d’une base, par ailleurs suffisamment désorientée pour ne participer réellement que de manière très minoritaire. Ce montage, quelque peu surréaliste (heureusement rendu possible par les moyens informatiques dont s’est dotée l’équipe chargée de cette mission au Comité national), justifie qu’on récuse encore le droit de tendance. « L’appareil » et ses permanents repoussent ainsi une compétition hasardeuse et crainte². On comprend alors que Robert Hue et son équipe ne puissent conduire la *mutation* jusqu’à l’un de ses termes possibles : soit la reconfiguration à l’italienne³ du Parti, soit une reconfiguration « révolutionnaire » ou « radicale »⁴, ce qui impliquait dans un cas comme dans l’autre l’ouverture de la compétition interne aux prétendants issus de diverses fractions des classes intermédiaires salariées et aux professions intellectuelles. Dans les deux cas, on mettait fin à la spécificité de l’aventure communiste en France : la promotion d’une élite militante et dirigeante d’origine populaire dans *tous* les postes du système d’action communiste (syndicats, municipalités, associations, presse, etc.), y compris dans les lieux de la production intellectuelle. C’eût été interroger l’inconscient historique de cette aventure, c’est-à-dire pour le moins la nature du mode de légitimation de la « vocation communiste » ou, si l’on veut, du bonheur militant.

LA CRISE DE LA VOCATION COMMUNISTE

Pour comprendre les conditions sociales de cette « vocation communiste », sans doute faut-il accepter d’étudier les transferts entre « inconscient d’école » et « inconscient partisan ». Pierre Bourdieu, l’un des premiers, avait attiré l’attention, incidemment, sur cette dimension du déclin communiste en constatant que « les explications proposées pour rendre compte du déclin du parti communiste » ne faisaient « à peu près aucune place à des changements structuraux aussi importants que la généralisation de l’accès à l’enseignement secondaire et le déclassement structural lié à la dévalorisation corrélative des titres scolaires dont il est clair qu’ils ont exercé des effets

1. Cité et finement analysé par Nathalie Ethuin dans sa contribution « La formation communiste dans les processus d’homogénéisation et de (re)constructions d’identités partisans », colloque de l’Association française de science politique « Les tendances récentes de l’étude des partis politiques dans la science politique française : organisation, réseaux, acteurs », organisé par Marc Lazar, Frédéric Sawicki, Lille, février 2001, ronéoté.

2. Cf. Emmanuel Rey, « Histoire d’un Congrès (le XXX^e Congrès du PCF) », mémoire de DEA de Science Politique, Montpellier I, 2001.

3. Pour une analyse comparée, cf. Aldo Agosti, « Ascesa et declino del comunismo europeo », *Storia d’Europa*, vol 5, P. Bairoch, E. J. Hobsbawm (dir.), *L’età contemporanea. Secoli XIX-XX*, Torino, Einaudi, 1996, p. 1057-1107.

4. La liste « Bouge l’Europe » aux élections européennes de 1999 peut être interprétée comme un effet de cette orientation esquissée.

déterminants sur les dispositions à l'égard de la politique »¹. Dans le cas du PCF, est fondamentalement en jeu une période historique (1880-1960 *grosso modo*) de la promotion d'élites issues du monde populaire que l'analyse comparée des vocations à la prêtrise, au métier d'instituteur et de cadre communiste permet de mieux comprendre.

Le prêtre rural, puis le prêtre ouvrier et l'instituteur laïc partagent en effet avec l'intellectuel organique communiste, à peu près à la même époque historique, certaines propriétés qu'ils doivent à la similitude des conditions de leur « production » sociale. Les uns et les autres doivent fréquemment à leurs origines populaires d'avoir pu bénéficier d'une scolarité post-élémentaire totalement conçue et contrôlée par l'institution qui les a recrutés. Celle-ci, en leur offrant pour seul horizon un service dévoué qui exploitait leur rapport au savoir tout en les promouvant à des positions sociales dotées d'un certain prestige, faisait jouer, en imposant des vocations sacerdotales et enseignantes, des mécanismes sociaux analogues aux mécanismes d'imposition de la vocation de « révolutionnaire professionnel ». Dans chacun des cas, on peut noter que de véritables « disciplines de vie » étaient au cœur des formations dispensées par le Petit séminaire, les Écoles normales ou les Écoles centrales du PCF, particulièrement les écoles de longue durée, et l'École léniniste internationale. Le caractère vocationnel du métier de prêtre (rural et *a fortiori* ouvrier) et du métier d'instituteur, tout comme « le bonheur communiste », atteste de la réussite de ces systèmes concurrents de promotion et de formation. Il est d'ailleurs significatif que les dirigeants communistes ont souvent croisé les carrières de prêtre et surtout d'instituteur qui, à un moment donné de leur histoire personnelle, ont pu être un devenir possible ou probable, explicitement envisagé. Cette proximité a été souvent notée, ne serait-ce que par le biais des métaphores désignant tel ou tel des protagonistes ou utilisées pour décrire l'une de ses institutions par l'imagerie de l'autre. Elle est, sur un mode romanesque, au cœur de la lutte acharnée mais néanmoins souvent complice que se livrent les célèbres Don Camillo et Peppone en Italie.

Dans tous ces cas, tout se passe comme si les institutions recruteuses (État, Église, Parti) conditionnaient la promotion sociale qu'elles organisaient à un ensemble d'injonctions orientées par la recherche d'une attitude privilégiée que désigne le mot de « vocation ». C'est particulièrement net pour les vocations religieuses et pour les vocations enseignantes. Le très faible intérêt scientifique accordé à l'enseignement post-élémentaire primaire, au profit soit de l'enseignement secondaire-supérieur, au prétexte que s'y joue la formation des « élites », soit de l'enseignement primaire, au prétexte que c'est la formation du « peuple », a conduit à méconnaître l'importance « stratégique », antérieure à l'explosion scolaire des années 1950, dont cet enseignement destiné à l'élite scolaire populaire et moyenne fut le lieu, l'enjeu, le vecteur. Il faut attendre *Les collèves du peuple*² pour disposer d'une recherche qui offre une vue d'ensemble sur le développement de cet ordre d'enseignement.

Du point de vue des dispositions dont l'intériorisation réussie constitue l'ambition pédagogique, la caractéristique majeure de cet enseignement post-élémentaire primaire (Écoles primaires supérieures, Cours complémentaires, Écoles pratiques de commerce et d'industrie, etc.), mais aussi du Petit séminaire, c'est l'apprentissage d'une posture très particulière dont le sens social est lié au désir de configurer le rapport au savoir de ces élites scolaires moyennes.

1. Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Minuit, 1997 (« Le sens commun »), p. 221.

2. Jean-Pierre Briand, Jean-Michel Chapoulie, *Les collèves du peuple*, Paris, Éd. du CNRS/INRP/Presses de l'ENS, 1992.

Prenons le cas des instituteurs au début du 20^e siècle, bien analysés par F. Muel-Dreyfus : « Si l'on considère la dimension proprement culturelle de cette formation, il apparaît que cet "habitus" spécifique s'élabore dans un double rappel constant de la dimension du métier – la pédagogie comme rappel à l'ordre culturel – et des hiérarchies culturelles dominantes – l'infini de la science et l'ineffable de l'art comme idéaux inaccessibles mais dont la reconnaissance a valeur d'éducation morale. Les élèves-maîtres – terme significatif à lui seul de la distance qui sépare les "primaires" des étudiants – ne doivent jamais oublier que si leurs études sont gratuites, si on leur donne un trousseau, c'est parce que ces études ne sont jamais que le préalable à un métier, autrement dit que pour eux, le savoir a une fonction. »¹ Cette exploitation d'un rapport dominé à la culture caractérise les trois institutions que sont les Écoles normales, les séminaires et les écoles du PC. Au séminaire aussi, on assiste, selon la formule de Charles Suaud, à une « consécration scolaire détournée ». L'étude des notes, des prix scolaires, des appréciations, montre l'importance qu'accorde le séminaire à la réussite scolaire, mais cette réussite n'est pas vantée en elle-même et pour elle-même, elle est inextricablement prise dans la conversion religieuse et instrumentalisée dans le langage religieux : « Nous autres, au contraire, on nous mettait en garde contre l'esprit d'orgueil, de vanité qui pouvait s'emparer de nous... Cette fierté d'avoir un diplôme que les autres n'avaient pas. On nous répétait souvent la parabole de l'évangile : "Si vous avez beaucoup reçu, vous serez responsable de beaucoup". »²

On retrouve très exactement la même hantise au sein du PCF, souvent exprimée par Maurice Thorez : certes la formation dispensée aux militants est un souci constant, une nécessité de l'entreprise communiste nationale et internationale, qui comprend ses niveaux, des écoles élémentaires de quelques cours de deux heures aux écoles régionales et nationales, et, récompense suprême, à l'École léniniste internationale où la formation pouvait durer deux ans. Mais la pédagogie de ses écoles, le rapport au savoir qui y est inculqué, rapport fait du respect et de l'admiration des textes canoniques, conduit à une docilité qui exige d'ailleurs un intense travail sur soi dont on commence à mesurer aujourd'hui toute l'ampleur³. Nous ne voulons pas, répètera Thorez, des militants qui se prennent pour des « savants », ils seraient pédants ou vaniteux.

À la différence de la disposition scolastique propre au réseau secondaire supérieur⁴ toujours fondée sur un culte du moi individuel (idéologie de la création et du génie, de l'opinion personnelle, de l'esprit critique, etc.), la disposition « scolaire » de ces intellectuels de gestion des profanes est caractérisée par un « sens des limites », par une tension interne – « élève-maître », « primaire-supérieur » – qui est une disposition « instable » et sans doute humiliante dès lors qu'elle n'est pas vécue avec humilité. Le « cœur » du PCF est donc, durant les années 1930-1960, un ensemble d'intellectuels de parti, issus de l'enseignement primaire, dotés de ressources culturelles suffisantes pour exercer pleinement les tâches intellectuelles liées à leur professionna-

1. Francine Muel-Dreyfus, *Le métier d'éducateur*, Paris, Minit, 1984.

2. Charles Suaud, « Splendeur et misère d'un petit séminaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 4, août 1976.

3. On se reportera sur ce point aux deux récents ouvrages collectifs qui en traitent, Brigitte Studer, Berthold Unfried, Irène Hermann (dir.), *Parler de soi sous Staline, la construction identitaire dans le communisme des années trente*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2002 ; Claude Pennetier, Bernard Pudal (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

4. Nul hasard si Pierre Bourdieu revient longuement sur cette question dans ses *Méditations Pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997 (« liber »).

lisation politique ou à leur militantisme, mais porteurs aussi d'un sens des limites qui les conduit à s'en remettre, en particulier en matière de théorie, aux dirigeants chargés de ces tâches et à s'interdire de *se reconnaître* un droit de regard sur certaines dimensions de leur propre expérience politique.

Confrontés depuis les années 1960 à la mise en cause du mode historiquement surdéterminé de leur réussite, ces intellectuels organiques communistes et leurs alliés au sein du parti n'ont pu trouver les voies d'un renouvellement qui aurait soit mis à jour ce passé inconscient, qui les habite et les constitue, soit signifié leur brutale disparition. Les multiples formes d'anticommunisme, de droite comme de gauche, vont alors venir occuper le lieu de ce refoulement. La disqualification du personnel politique communiste et de l'histoire du communisme, qui mériterait à elle seule une histoire sociale, et la disqualification symbolique du groupe ouvrier vont s'épauler, laissant exangues le parti communiste et les ouvriers eux-mêmes, désormais dépossédés de leur porte-parole communiste, livrés à la honte sociale et au repli sur soi, parfois conduits à exprimer dans le langage de la « culture de la haine » leur haine de ceux qui s'adressent à eux au nom de la Culture...

OUVRIERS ET COMMUNISTES COMME « MAUVAIS OBJETS »

L'histoire des mille et un vecteurs, par lesquels la disqualification du communisme s'est opérée, reste à faire ¹ : elle concerne aussi bien le monde journalistique et essayiste que le monde scientifique, aussi bien la vie d'usine que les représentations du groupe ouvrier, représentations mises en œuvre dans les catégories d'État et dans les mots d'ordre politique, dans la littérature et dans les pratiques sociales les plus quotidiennes. Nous limiterons nos exemples à quelques types de disqualification qui nous semblent révélateurs de ce répertoire : la disqualification du groupe ouvrier, la disqualification des élites communistes et la disqualification savante de l'histoire du communisme. Précisons que par disqualification, nous n'entendons nullement la critique et la condamnation du communisme, quelque forme qu'elles prennent, mais un type d'opération intellectuelle qui s'assure une crédibilité et une vraisemblance en laissant simplement parler l'indifférence à l'autre fondée sur la méconnaissance de sa « nécessité ». D'où sa complicité avec le racisme ².

Le premier registre de la disqualification porte sur « le groupe ouvrier » et, par contre coup, sur les liens symboliques extrêmement forts qui l'associaient au PCF comme l'avaient en leur temps magistralement démontré Guy Michelat et Michel Simon ³. Cette déconstruction résulte de logiques multiples indépendantes souvent congruentes dans leurs effets discriminants et impliquerait des études systématiques à la fois de l'évolution de la condition ouvrière et des modes légitimes de représentation

1. On ne peut que constater la grande discrétion des travaux sur ces questions. Notons néanmoins, Serge Bernstein, Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anti-communisme, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, tome 1, 1987 ; Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme*, Paris, Fayard, 1995 ; José Gotovitch (dir.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Éditions de l'ULB, 1996.

2. Nous visons ici un type d'opération intellectuelle semblable à celui que l'on peut observer dans certaines formes d'anti-américanisme, par exemple. Sur l'attribution du caractère « raciste » à ces phénomènes, on se reportera à Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire*, Paris, Hautes Études/Gallimard/Le Seuil, 1989.

3. Guy Michelat, Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Éditions sociales, 1977.

de celle-ci. Le dossier de la disqualification symbolique des ouvriers commence à être aujourd'hui bien documenté grâce aux travaux de Pierre Castel, Nicolas Hatzfeld, Michel Pialoux, Stéphane Beaud, Jean-Pierre Terrail, etc. Ces études sur la condition ouvrière du dernier demi-siècle et surtout des années 1968-2000 rendent compte de ce que l'on pourrait appeler, avec Stéphane Beaud et Michel Pialoux¹, le passage de la classe ouvrière comme classe-sujet à une classe devenue « objet » : « On est fondé à dire que les ouvriers deviennent plus ou moins une "classe-objet". Si on les compare aux ouvriers qui étaient "pris" et enveloppés dans la "classe", les ouvriers d'aujourd'hui cessent de se penser comme un groupe à part. Ils semblent appartenir, pour une large part, à un groupe poreux, sans frontières fortement délimitées, en devenant très sensibles au regard que la société porte sur eux. La montée du chômage de masse, l'arrêt de l'embauche dans les grandes usines, le vieillissement sur place, tout contribue à installer l'idée que les ouvriers n'ont plus d'avenir en tant que groupe. On peut dire, en schématisant, qu'autrefois les ouvriers étaient respectés et qu'ils faisaient peur : aujourd'hui, ils ne sont guère respectés, peu défendus dans les usines ou par le droit social et ils ont cessé de faire peur ; pire, on les prend en pitié ». Dans la mesure où l'échec de Lionel Jospin dès le premier tour de l'élection présidentielle a ouvert un débat sur les attitudes électorales des ouvriers et sur leurs évolutions, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'histoire du travail de légitimation de la gauche au pouvoir à partir de 1981 a contribué à affaiblir ces représentations subjectives ouvrières dans le sens de la disqualification. Les représentations du monde social, et les catégories supposées en rendre compte, ont profondément évolué à partir de 1983-1984 lorsque le parti socialiste a décidé de réorienter sa « culture de gouvernement ». À une vision (évidemment plus ou moins partagée) des classes populaires, centrée sur l'unité objective et subjective d'un groupe ouvrier stylisé par l'ouvrier de l'industrie (unité dont l'ancienne nomenclature de l'INSEE porte la trace ou unité symbolique, celle du « mouvement ouvrier »)² s'est substituée progressivement, sans dissoudre totalement la vision antérieure, un ensemble composite de catégories de représentation qui émettent le groupe social en autant de populations ciblées qui sont autant de marchés potentiels ou réels pour les professions intermédiaires salariées : « nouveaux pauvres », « illettrés » et « non-lecteurs », « immigrés », « délinquants », « handicapés », « chômeurs », etc. Ces transformations des catégories de représentation du monde social sont indissociables d'un ensemble de transformations idéologiques et épistémologiques qui affectent tous les secteurs de la production intellectuelle et les institutions qui leur sont liées. On peut faire l'hypothèse que la mutation du système scolaire participe à orienter les stratégies des acteurs vers la rentabilisation de leurs ressources culturelles et ce, dans tous les domaines de la vie sociale. Souvent caractérisés par un intellectualocentrisme politiquement polymorphe, les « nouveaux clercs » constituent le monde communiste, ses militants et ses cadres en « mauvais objet », rejoignant ainsi par d'autres voies les disqualifications conservatrices qui ont pour elles une longue tradition. En un sens, les compétitions qui n'ont pas eu lieu à l'intérieur du PCF vont pour partie se dérouler sur d'autres scènes. On passerait ainsi par

1. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? Petit détour par l'histoire », dans Clémentine Autain, Stéphane Beaud, Miguel Benasayag, Daniel Mermet (dir.), *À Gauche !*, Paris, La Découverte, 2002 (« Sur le vif »).

2. Pour une esquisse d'une histoire des ouvriers français attentive à ce travail de représentation, cf. Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, Paris, Le Seuil, 1986.

emboîtements successifs de la disqualification du groupe à la disqualification des élites communistes.

La disqualification des élites communistes s'inscrit dans une déjà longue histoire dont l'article séminal de Michel Offerlé¹ avait montré la prégnance dès la fin du XIX^e siècle, celle des entreprises de délégitimation des élites militantes populaires. On n'aurait aucune difficulté à reprendre ce dossier en remplaçant un Jules Joffrin par André Lajoinie, Georges Marchais ou Henry Krasucki. Ce dernier, par exemple, a fait l'objet d'une recherche biographique précisément articulée autour de cet enjeu². La matrice biographique sur laquelle on va infiniment gloser pour décrire Henri Krasucki emprunte deux registres, celui de l'homme de fer et celui du niais, d'où la construction d'un Henri Krasucki comme « Bourvil sévère ». « Brutal », « froid », « austère », « prêt à sacrifier ses amis s'il a quelque doute sur eux », « homme au visage en lame de couteau », au « costume cravate strict », « bureaucrate sans âme », « à l'autorité cassante », etc., cet « homme d'appareil » à la « terrifiante destinée » est aussi un candide, un timide, à « l'élocution lente et répétitive » dont on vient à se demander s'il n'est pas « niais »... Les caricatures de Krasucki, par Plantu dans *Le Monde* et au Bébête show, viennent conforter ces traits de caractère auquel Plantu ajoute l'alcoolisme de Krasucki toujours portraituré une goutte pendante au nez qu'on devine rouge... Rappelons que ce portrait-robot résulte de l'analyse d'un très conséquent *corpus* journalistique qui frappe par sa systématisme parce qu'il met en œuvre systématiquement un double rejet, celui du militant « à la langue de bois » et celui de l'homme du peuple inculte. « L'alcoolisme » d'Henri Krasucki ou « l'illettrisme » d'André Lajoinie comme la lecture de « bandes dessinées pour enfants » de Georges Marchais sont des thématiques où s'exprime sans retenue un ethnocentrisme de classe implicitement « autorisé » par la lutte contre le communisme.

Le dernier registre de la disqualification du communisme concerne évidemment l'histoire même du communisme. Une certaine historiographie du communisme, en particulier depuis 1989-1991, s'emploie à « décrire » (du moins le croit-elle assez naïvement) les « crimes » du communisme, sous-tendus par les « illusions » meurtrières auxquelles ils sont arrimés. *Le réel* révélé par les archives – tel est le gisement inépuisable de ses richesses –, on nous somme de le « regarder en face ». La revendication épistémologique de cette entreprise, Stéphane Courtois l'a formulé dans son article « Archives du communisme : mort d'une mémoire, naissance d'une histoire »³. Il s'y proposait de répondre à la question des effets probables ou possibles de l'ouverture des archives soviétiques en matière d'histoire du communisme. Pour S. Courtois, les « études sur le communisme ont pris leur essor en 1964. Des jalons avaient, certes, été posés par quelques précurseurs comme Boris Souvarine et Angelo Tasca pour l'histoire du communisme soviétique et français, ou comme Raymond Aron ou Jules Monnerot pour ce qui relevait d'une première tentative d'interprétation sociologique. Mais il fallut attendre 1964 pour que paraisse le premier travail universitaire d'Annie Kriegel sur la naissance du PCF. » Contre l'interprétation orientée du PCF par les historiens du PCF, il fallut ensuite procéder,

1. Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales ESC*, 4, 1984.

2. Jérôme Péliasse, « Légitimation et disqualification du personnel politique ouvrier : une sociobiographie de Henri Krasucki », mémoire de maîtrise de sociologie, Paris X-Nanterre, 1997, 2 vol.

3. Stéphane Courtois, « Archives du communisme : mort d'une mémoire, naissance d'une histoire », *Le Débat*, 77, novembre-décembre 1973, p. 148.

« aussi bête que cela puisse paraître », « à l'établissement des faits ». L'absence d'archives néanmoins limitait les historiens dans leurs investigations, « et la recherche, après avoir dégagé les données élémentaires de la vie politique et idéologique du mouvement, n'avait plus qu'à se replier sur la dimension sociétale du phénomène – son histoire sociale et locale – pour tenter de le saisir par la base. »¹ S. Courtois affirmait : « Nous sommes donc confrontés à une véritable révolution documentaire qui *confirme* très largement ce que les spécialistes s'évertuaient à établir depuis trente ans, mais avec, cette fois-ci, l'avantage de la preuve. » Quelle est donc cette conception du PCF que viennent valider les archives ? Principalement que l'Internationale communiste fut une gigantesque machine, « fortement centralisée », directement sous l'emprise du PCUS : « Dès la fin des années 1920, cette osmose était imposée par la volonté d'un seul homme, Staline, grâce à son instrument essentiel, la terreur, qui pénétrait l'ensemble du système. » « Le mythe de l'indépendance politique des partis communistes à l'égard de Moscou vole en éclats sous le poids des archives. »²

Cette sanctification des faits et des archives débouche, par exemple, sur *Le livre noir du communisme*³ qui aurait dû initialement s'intituler *Les crimes du communisme* (qui sera le titre du dossier du numéro spécial d'octobre 2000 de la revue *L'Histoire*). Les faits parleraient d'eux-mêmes. Et cette réalité peut donc faire l'objet d'une comptabilité qui est l'un des enjeux essentiels de la préface du *Livre noir du communisme* : ce sont les cent millions de morts du stalinisme. Ce qui importe ici, dans la logique de l'analyse, n'est pas la question de la nécessaire objectivation de la répression multiforme, de la terreur, de la déportation, des camps et des assassinats perpétrés dans le monde communiste⁴. C'est le registre épistémologique au sein duquel cette objectivation est mise en scène qui nous intéresse. Rappelons simplement ce qu'écrivait Bachelard du « réaliste » : « Entendez argumenter un réaliste : il a *immédiatement* barre sur son adversaire, parce qu'il a, croit-il, le réel pour lui, parce qu'il possède la richesse du réel tandis que son adversaire, fils prodigue de l'esprit, court après de vains songes. »⁵ Le « réaliste » a pour lui toute la force du sens commun, l'attraction de l'image, le sérieux du mesurable, la simplicité et l'évidence du descriptif. Mais il a aussi pour lui toutes les complicités réalistes du monde social qui est « spontanément » réaliste, complicités réalistes qui tissent une toile d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance. Dans le champ scientifique, comme l'avait, sans ambage, affirmé Michel de Certeau, ces exploitations du réel reposent sur une occultation : « C'est toujours au nom d'un réel qu'on "fait marcher" des croyants et qu'on les produit. L'historiographie acquiert ce pouvoir en tant qu'elle présente et interprète des "faits". Qu'est-ce que le lecteur pourrait opposer au discours qui lui dit ce qui est (ou a été) ? Il lui faut consentir à la loi qui s'énonce en termes d'événements. Pourtant le "réel" représenté ne correspond pas au réel qui détermine sa production. Il cache, der-

1. *Ibid.*, p. 145.

2. Pour ces citations, *ibid.*, p. 151.

3. Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné (dir.), *Le livre noir du communisme : crimes, terreur et répression*, Paris, Laffont, 1997.

4. Nicolas Werth en France a consacré de très fondamentales synthèses à cette question qu'il ne cesse de reprendre. On peut se reporter aussi à la mise en perspective de la violence communiste que propose l'historien américain Peter Holquist, « La question de la violence », dans Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Sergio Ingerflom (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000.

5. Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1979, p. 131.

rière la figuration d'un passé, le présent qui l'organise. »¹ Dans le monde social et politique aussi, le « réalisme anticommuniste » apporte sa pierre à l'édification des rationalisations par lesquelles on arme ses haines quotidiennes et on donne un sens à ses détresses identitaires². Le réalisme anticommuniste se nourrit de ce qu'il tient à celer absolument au nom d'un réel qui est son désir propre : le trouble intérêt du spectacle de la mort communiste.

**

« Vocation communiste » et « disqualification symbolique du communisme » ont en commun d'être inconsciemment structurés par des formes socialement surdéterminées de méconnaissance de soi. La vocation communiste s'édifie sur un renoncement d'autant plus difficile à percevoir qu'il s'imbrique au bonheur militant. Tel est son impensé propre. Dans cette période de déclin, ce qui avait été ainsi refoulé fait souvent retour et ça n'est parfois qu'au prix d'un long travail sur soi que certains militants réapprennent à vivre autrement. La disqualification symbolique du communisme, par ailleurs, quand elle est habitée par l'ethnocentrisme, s'aveugle sur elle-même, justifiant sa hargne au nom de ses peurs. C'est donc sur toute une économie de la violence symbolique où communisme et anticommunisme s'entretiennent de leurs cécités propres que devraient s'orienter les recherches qui souhaiteraient moins juger que comprendre... la lutte des classes.

Bernard Pudal est professeur de science politique à l'Université Montpellier I et chercheur au CSU (Iresco-CNRS). Il a notamment publié *Prendre Parti, pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, et (avec Gérard Mauger et Claude Poliak) *Histoires de lecteurs*, Nathan, 1999, et a récemment dirigé (avec Michel Dreyfus) *Le siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, et (avec Claude Pennetier) *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002 (« Socio-histoires »). Ses recherches actuelles, fondées sur l'exploita-

1. Michel de Certeau, *Histoire et psychanalyse entre science et fiction*, Paris, Folio, 1987, p. 70-71.

2. On peut en voir une intéressante illustration dans le récit du malheur enseignant que fait Mara Goyet dans *Le Débat* (« Notes au jour le jour. La vie de collègue »). Confrontée à sa détresse dans un collège du 93 où elle est en porte-à-faux à tout point de vue (pédagogique, social, politique), elle développe un ressentiment à l'endroit de la déléguée syndicale, qui se nourrit peu à peu d'un anticommunisme alimenté par sa lecture de François Furet et Stéphane Courtois : au cœur des grèves de 1997-1998 en Seine-Saint-Denis, grèves auxquelles elle ne participe pas, elle « commence à sentir l'arnaque chez cette *passionaria*. Plongée par ailleurs dans les articles à répétition sur nazisme et stalinisme, dans les débats autour de la préface de Stéphane Courtois, je commence à tout mélanger. Le côté jovial militant fête de l'Huma me devient insupportable. Je lis Furet. J'épie la moindre de ses réactions et je vois en ma terrible collègue un monstre ignoble et carnassier. Je sens qu'il se produit aussi, en ce qui me concerne, une véritable entrée en politique. Je suis de plus en plus mal dans ce collège, je m'aperçois avec horreur que c'est des profs les plus réacs que je me sens la plus proche. En fait, j'ai terriblement peur d'être de droite ». Ce témoignage, assez pathétique, est un des rares exemples que je connaisse d'une « lecture » du *Livre Noir du Communisme* et nous ne le signalons que pour justifier l'urgence et l'intérêt de recherches qui se donneraient pour objet les usages politiques et sociaux des « appropriations » lectorales. On comprendrait mieux alors le succès d'un livre comme *Le Livre noir du communisme*.

tion systématique des autobiographies d'institution archivées à Moscou, visent une propogographie du monde communiste. Elles incluent une dimension d'histoire sociale des « idées » fondées sur les appropriations lectorales (<podal@iresco.fr >).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LA BEAUTÉ DE LA MORT COMMUNISTE

Bien que le processus de dissociation du PCF soit vraisemblablement d'une grande complexité, on peut sans doute distinguer, pour des raisons analytiques, ce qui relève des mécanismes de dissociation propres au monde communiste ou d'évolutions diverses auxquelles l'institution communiste ne parvient pas à s'adapter, et ce qui relève des multiples formes directes ou indirectes d'anticommunisme(s). L'étude des aggiornamenti (1961-1977 ; 1991-2002) tend à montrer que le « centralisme-démocratique », dimension centrale du communisme, n'a jamais été réellement mis en cause parce qu'en lui se condense la spécificité de l'expérience communiste. Cet impensé est alors pensé par d'autres selon des logiques anticommunistes structurées par l'ethnocentrisme de classe. Pris entre une histoire refoulée et une série de représentations disqualifiantes, le désarroi communiste conduit alors progressivement à la dissociation de l'entreprise politique.

THE BEAUTY OF THE COMMUNIST DEATH

Although the process of the FCP's (French Communist Party) dissociation is surely highly complex, it is possible for analytical reasons to separate the mechanisms of dissociation that pertain to the communist world itself or to the various changes to which the communist institution can't adapt from the manifold direct and indirect forms of anticommunism. The study of the aggiornamenti (1961-1977 ; 1991-2002) shows that the "democratic centralism", which is central to communism was never really challenged because the specificity of the communist experience is focused in it. The refusal to deal with this has been dealt with by others in an anticommunist logic structured by class ethnocentrism. Torn between a repressed history and a series of disqualifying representations, the communist confusion progressively led to the dissociation of the political enterprise.